



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société LORRAINE FONDERIE  
de procéder à la cessation d'activité de ses installations  
situées sur la commune de VILLERS-LA-MONTAGNE**

**N° 2025-0149  
AIOT 0006200712**

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'Environnement, et en particulier ses articles L. 512-6-1, L. 512-19, L. 512-75-1, R. 512-39 à R. 512-39-4, R. 512-74 et R. 515-75 ;

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-0192 du 12 juin 2014 réglementant l'exploitation des installations industrielles de la société FVM Technologies ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2017-2054 du 22 décembre 2017 et n° 2022-1661 de 2023 de changement d'exploitant respectivement au profit de JINJANG FVM puis de LORRAINE FONDERIE ;

**Vu** le rapport d'inspection de l'inspection des installations classées de la DREAL GRAND EST référencé 2025\_0552 en date du 04 juin 2025 faisant suite à la visite d'inspection du 06 mai 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL GRAND EST référencé 2025\_0610 du 20 juin 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courriel avec accusé de réception daté du 24 juin 2025 ;

**Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par la société LORRAINE FONDERIE, en date du 24 juin 2025 ;

**Considérant** que la société LORRAINE FONDERIE a interrompu ses activités pendant plus de 3 années consécutives sur la commune de Villers-la-Montagne (constats de l'inspection des

installations classées effectués le 14 octobre 2021 (rapport réf EA/1483-2021), le 10 janvier 2023 (rapport réf CR/MT/222\_2023) et le 06 mai 2025 (rapport réf 2025\_0552) ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral d'autorisation est caduc et que l'exploitant n'a fourni à Madame le Préfet aucun justificatif permettant de proroger ce délai de caducité ;

**Considérant** que les constats effectués sur site par l'inspection des installations classées ne permettent pas d'identifier une reprise de l'exploitation industrielle du site (démantèlement d'équipements, état dégradé de la station d'épuration...) ;

**Considérant** que cette situation est de nature à présenter des dangers et inconvénients pour la sécurité, la protection de l'environnement et la santé publique, intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, et qu'il est nécessaire de procéder à la cessation d'activité ;

**Considérant** que l'usage à prendre en compte pour la cessation d'activité est un usage industriel conformément à l'article 1.4.6 de l'arrêté préfectoral n° 2013-0192 du 12 juin 2014 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société LORRAINE FONDERIE, dont le siège social est situé 13 avenue Olivier d'Ormesson à Ormesson-sur-Marne (94 490), autorisée à exploiter une usine de fabrication de pièces en aluminium moulées sous pression sous le régime de l'autorisation sur la commune de Villers-la-Montagne (54 920), est mise en demeure de procéder à la cessation de ses activités, conformément aux articles L. 512-6-1, L. 512-75-1 et R. 512-39 à R. 512-39-3 du Code de l'environnement.

Conformément à ces articles, la société LORRAINE FONDERIE devra :

- notifier au préfet **sous un délai de 1 mois** la cessation d'activité. Celle-ci devra indiquer les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site ;
- fournir à l'Inspection des installations classées une ATTES-SECUR **sous un délai de 2 mois**, établie par un bureau d'études certifié, dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité auront été mises en œuvre, et ce, conformément au calendrier établi lors de la notification de la cessation d'activité ;
- fournir à l'Inspection des installations classées une ATTES-MEMOIRE **sous un délai de 5 mois**, établie par un bureau d'études certifié, et accompagnée du mémoire de réhabilitation prenant en compte les dispositions de l'article R. 515-75 du Code de l'environnement. Elle atteste de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site pour assurer la compatibilité de l'état du site avec l'usage prévu ;
- si nécessaire, fournir à l'Inspection une ATTES-TRAVAUX, établie par un bureau d'études certifié, pour attester de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le Préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation, dès lors qu'ils auront été réalisés. La cessation d'activité ne pourra être réputée achevée qu'une fois que cette attestation aura été transmise à l'inspection des installations classées.

**Les délais sus-mentionnés courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.**

## **Article 2 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives supplémentaires prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 3 : Délai et voies de recours**

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **Article 4 : Exécution et information**

Le Secrétaire général de la préfecture et l'Inspection des installations classées de la DREAL GRAND EST sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société LORRAINE FONDERIE

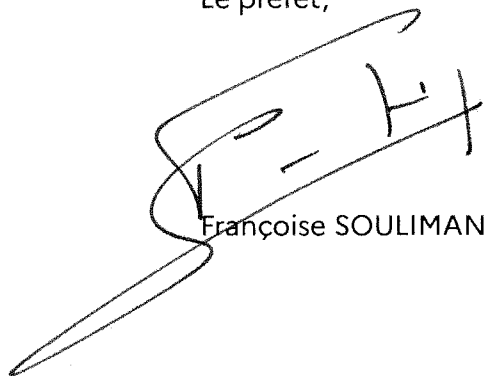
et dont une copie sera adressée à :

- Madame la sous-préfète de Val de Briey
- Monsieur le maire de Villers-la-Montagne

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

Nancy, le **28 JUIL. 2025**

Le préfet,



Françoise SOULIMAN